

La réduction des inégalités peut être un puissant levier collectif

NATHALIE GUAY est directrice générale de l'Observatoire québécois des inégalités.

On assiste aujourd'hui à l'abandon des objectifs ambitieux poursuivis pendant des décennies par les grands organismes internationaux. L'histoire du Québec foisonne néanmoins d'exemples démontrant que les inégalités sociales ne sont pas une fatalité. L'auteure insiste quant à elle sur l'inclusion des moins nantis pour identifier des solutions.

1. Les membres de l'OTAN s'engageaient lors du sommet de juin 2025 à accroître leurs dépenses en défense à 5 % de leur PIB. Voir https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_236516.htm?selectedLocale=fr

2. Selon la Banque mondiale, 23 millions de personnes sont venues gonfler les rangs des quelque 700 millions de personnes vivant dans l'extrême-pauvreté avec moins de 2,15 \$ par jour pendant la période pandémique. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview>

3. Voir le site de Climate Watch.

4. Voir la Déclaration du G7 du 28 juin 2025 sur l'impôt minimum mondial, <https://g7.canada.ca/fr/nouvelles-medias/nouvelles/declaration-du-g7-sur-limpot-mini-mum-mondial/>

5. Cavalcanti, Daniella Medeiros et al., *Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis*, The Lancet, 2025, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(25\)01186-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(25)01186-9)

6. Giuliano da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, Éd. JC Lattès, 2019, 203 p.

(suite page suivante)

Il y a encore une dizaine d'années, l'ordre du jour des institutions internationales était guidé par la poursuite d'objectifs relativement ambitieux afin d'assurer une meilleure répartition de la richesse, protéger l'environnement, favoriser un développement porté vers l'éradication de la pauvreté, l'accès à l'éducation et plusieurs autres objectifs (Objectifs de développement durable de l'ONU), réduire les émissions de gaz à effet de serre (Accord de Paris sur le climat) ou lutter contre l'évitement fiscal des entreprises multinationales (programme BEPS à l'OCDE).

Malgré les limites sous-jacentes à ces réformes, dix ans plus tard, le contraste est frappant : guerres et militarisation en croissance¹, augmentation de la pauvreté² et des inégalités, explosion des gaz à effet de serre (GES)³, abandon des initiatives internationales pour une plus grande justice fiscale⁴, effondrement de l'aide internationale⁵.

La tendance actuelle à l'échelle mondiale et qui s'exprime à des degrés d'avancement inégaux dans les diverses régions du monde serait celle de l'expression de purs rapports de force, se manifestant par différentes formes d'autoritarisme dans plusieurs pays⁶ et par le délitement des institutions internationales face à certains grandes puissances⁷.

Les inégalités en cause

Le contexte est favorable à la croissance des inégalités entre les territoires et au sein de ceux-ci. Plusieurs indiquent aussi que la croissance des inégalités est à blâmer dans cette reconfiguration ou cette période de désintégration⁸. On sait par ailleurs à quel point les inégalités minent la confiance dans les institutions de façon générale⁹.

Notre histoire foisonne d'exemples démontrant que les inégalités sociales ne sont pas une fatalité. Dans l'environnement nord-américain, et même en comparaison des autres territoires au Canada, le Québec se démarque de façon générale par des inégalités moins élevées. Cela s'explique par un éventail de politiques et d'institutions développées au fil des dernières décennies : développement des services publics, politique familiale, appui et développement des secteurs communautaires, de l'économie sociale et du secteur coopératif, législation plus favorable au syndicalisme, etc.

Au fil de divers projets menés à l'Observatoire québécois des inégalités, nous avons pu relever l'impact positif de plusieurs mesures destinées à appuyer des objectifs sociétaux de réduction des inégalités. Par exemple, dans un projet récent visant à brosser un portrait de l'évolution et de la composition des classes moyennes au Québec et au Canada, nous avons constaté que la taille de la classe moyenne s'est accrue au Québec au cours des cinquante dernières années et que les politiques fiscales ciblant les personnes à faible revenu ainsi que les familles y ont contribué¹⁰. Toutefois, dans le cadre d'une autre publication¹¹, nous constatons aussi que l'insécurité alimentaire a connu une augmentation de 122 % en 3 ans parmi les personnes du 3^e quintile de revenus, soit les personnes se situant à proximité du revenu médian.

Les grandes lames de fond qui secouent la planète affectent aussi le bastion québécois. Selon l'ONU-Habitat, 40 % de la population mondiale n'a pas accès à un « logement adéquat, à des terres sûres et à des services d'eau et d'assainissement de base »¹². Si la réalité québécoise est bien moins aiguë que celle de nombreux pays à travers le monde, les crises du logement et de l'itinérance frappent également un nombre grandissant de personnes. Le déficit de logement en général, le manque de logement locatif abordable et de logement social en particulier, les pratiques spéculatives, le manque d'entretien sont parmi les diverses explications relevées et entraînent de nombreuses conséquences pour les personnes, incluant l'itinérance et l'insécurité alimentaire¹³.

De façon générale, l'insécurité alimentaire touche maintenant près d'une personne sur cinq au Québec et affecte principalement les personnes les moins nanties¹⁴. Les personnes racisées (34,8 %), particulièrement les personnes s'identifiant comme noires (50,6 %), les familles monoparentales (37,8 %), de même que les personnes immigrantes (27,3 %), les personnes âgées de 18 ans et moins (27,5 %) ainsi que les personnes autochtones (23,3 %) sont particulièrement affectées¹⁵. Plus de 15% des personnes qui fréquentent les banques alimentaires ont des revenus d'emploi, alors que les personnes qui dépendent de l'un ou l'autre des programmes d'aide sociale n'ont pas un revenu suffisant pour combler leurs besoins de base¹⁶.

Face à cette crise, seules des mesures plus structurantes peuvent mettre un terme à la faim¹⁷. Outre l'augmentation des revenus des moins nantis, les investissements dans le logement social et l'habitation à but non lucratif représentent selon une étude récente la

7. Lire par exemple le grand entretien de franceinfo du 29 juin 2025 : « 'Le droit international est bafoué, mais nous n'en avons jamais autant parlé', selon le politiste Bertrand Badie » de Valentine Pasquesoone.

8. Voir par exemple Peter Turchin, *Le chaos qui vient. Élités, contre-élites et la voie de la désintégration politique*, Éd. du Cherche-Midi, 2024, 444 p.

9. Voir par exemple Jean-François Venne, « Confiance, méfiance, défiance... », dans *Revue Gestio*, 2023, <https://www.revuegestion.ca/confiance-mefiance-defiance>

10. Ferdaous Roussafi, Geoffroy Boucher et Christian Girardi, *Effets de six mesures fiscales sur la taille des classes moyennes au Canada et au Québec*, Observatoire québécois des inégalités, 2025, <https://observatoiredesinegalites.com/effets-de-six-mesures-fiscales-sur-la-taille-des-classes-moyennes-au-canada-et-au-quebec/>

11. Geoffroy Boucher, *L'insécurité alimentaire gagne du terrain au sein de la classe moyenne québécoise, analyse*, Observatoire québécois des inégalités, 2024, <https://observatoiredesinegalites.com/linsecurite-alimentaire-gagne-du-terrain-au-sein-de-la-classe-moyenne-quebecoise/>

12. <https://news.un.org/fr/story/2025/05/1155996>

13. Sandy Torres, *Crise du logement au Québec : quels effets sur l'insécurité alimentaire ?*, Observatoire québécois des inégalités, 2025, <https://observatoiredesinegalites.com/crise-du-logement-au-quebec-quels-effets-sur-linsecurite-alimentaire/>

14. Geoffroy Boucher, *L'insécurité alimentaire gagne du terrain au sein de la classe moyenne québécoise, analyse*, Observatoire québécois des inégalités. Voir note 11.

(suite page suivante)

mesure de soutien aux locataires la plus efficace¹⁸.

Les besoins sociaux sont donc actuellement très importants et nécessitent de nouveaux investissements, alors que la pression sur les finances publiques n'ira qu'en s'accroissant avec le vieillissement de la population, les changements climatiques et le contexte sociopolitique mondial de plus en plus incertain. Une nouvelle approche fiscale devient inévitable afin de retisser un filet social qui permette de garantir les droits humains et de réduire les inégalités.

Revoir la contribution des élites

Au Québec, comme dans plusieurs autres régions du monde, les inégalités économiques se mesurent la plupart du temps en fonction des revenus. Les gouvernements misent d'ailleurs sur l'impôt sur le revenu afin de redistribuer de la richesse et de financer les services publics et autres missions de l'État. Or les inégalités de patrimoine (l'immobilier, les actifs financiers, les fonds de pensions, etc.) sont beaucoup plus élevées que les inégalités de revenu¹⁹. Au Canada et au Québec, le patrimoine n'est que très peu imposé²⁰, mais constitue une source de richesse très importante pour les mieux nantis qui se transmettent de la richesse à travers les générations via les dons du vivant (non imposables) et les héritages, investissent pour la faire fructifier ou profitent des diverses stratégies de rémunération misant sur des actifs (accès à des actions ou à des titres versant des dividendes) ayant été intégrées au cours des dernières décennies pour rémunérer les plus hauts dirigeants.

Par ailleurs, on documente de mieux en mieux les émissions disproportionnées de GES des mieux nantis. Selon une étude publiée en 2025²¹, les personnes faisant partie du groupe des 10 % les plus riches à l'échelle globale seraient responsables des deux tiers des changements climatiques depuis 1990 en considérant leur consommation privée et leurs investissements. Comme l'expliquent les chercheurs, « Si l'ensemble de la population mondiale avait émis comme les 50 % les plus pauvres, le réchauffement supplémentaire depuis 1990 aurait été minime. En revanche, si l'ensemble de la population mondiale avait émis comme les 10 %, les 1 % ou les 0,1 % les plus riches, l'augmentation de la température moyenne globale depuis 1990 aurait été de 2,9 °C, 6,7 °C ou 12,2 °C »²². Les données démontrent aussi que la responsabilité des mieux nantis aux États-Unis ou dans l'Europe des 27 est beaucoup plus importante que dans d'autres pays, comme la Chine ou l'Inde.

Si la responsabilité des changements climatiques est différenciée selon les pays et les classes sociales, nous savons aussi que les impacts de ces changements affectent de façon disproportionnée les personnes moins nanties et les personnes vivant dans certaines régions du monde, et que les capacités d'adaptation varient en fonction de la répartition inégale des ressources²³.

Alors qu'il devient urgent de freiner les changements climatiques, et que la science nous indique que des niveaux de richesse excessifs en sont une cause évidente, une réduction importante des

15. Geoffroy Boucher et François Fournier, *L'insécurité alimentaire grave en forte hausse au Québec*, Observatoire québécois des inégalités, 2025, <https://observatoiredesinegalites.com/insecurite-alimentaire-grave-en-forte-hausse/>

16. Geoffroy Boucher, *Comment se comparent les programmes d'assistance sociale aux seuils des mesures de pauvreté ?*, Observatoire québécois des inégalités, 2023, <https://observatoiredesinegalites.com/comment-se-comparent-les-programmes-d-assistance-sociale-aux-seuils-des-mesures-de-pauvrete/>

17. François Fournier, *La faim justifie des moyens : s'engager de manière décisive à réduire durablement et à prévenir l'insécurité alimentaire des ménages au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités, 2022, <https://observatoiredesinegalites.com/la-faim-justifie-des-moyens/>

18. Xavier Leloup et al., *Rental housing types and economic wellbeing in Canada*, *Housing Studies*, 2024. DOI: 80/02673037.2024.2393661

19. Geoffroy Boucher et Sandy Torres, *Les inégalités de patrimoine au Québec*, Observatoire québécois des inégalités, 2023, <https://observatoiredesinegalites.com/les-inegalites-de-patrimoine-au-quebec/>

20. Au Canada, les principaux impôts sur le patrimoine sont les impôts fonciers des municipalités, les impôts fonciers scolaires ainsi que les droits sur les mutations immobilières. Le Canada n'impose pas directement les successions, mais prélève un impôt sur le gain en capital pour certains avoirs d'une personne décédée (taux d'inclusion de 50 %).

(suite page suivante)

inégalités via une nouvelle approche fiscale pourrait également permettre de renforcer le filet social au Québec²⁴, comme ailleurs grâce à une aide internationale renouvelée et renforcée.

La réduction des inégalités peut être la pierre angulaire d'un monde plus viable

C'est la direction proposée par des institutions comme le Laboratoire sur les inégalités mondiales. Avec son *Global Justice Project*, le Laboratoire souhaite proposer d'ici juin 2026 des scénarios de « convergence globale » misant sur l'analyse de données historiques, d'indicateurs environnementaux, d'enquêtes et d'autres sources. Le projet vise deux objectifs principaux :

« 1. *L'égalité socioéconomique : Convergence économique complète entre les pays, égalité totale entre les hommes et les femmes en matière d'heures de travail et de rémunération, forte compression de l'échelle des revenus et de l'échelle des richesses à l'intérieur des pays, associée à un accès équitable à l'éducation, aux soins de santé et à une pleine participation à tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle et politique.*

2. *Habitabilité de la planète : Aligner l'utilisation des ressources mondiales sur les limites écologiques, en tenant compte des budgets carbone, des contraintes liées aux matières premières et de la préservation de la biodiversité* »²⁵.

Ces résultats ainsi que les nombreuses démarches qui sont et seront entreprises afin de proposer des solutions équitables et inclusives aux défis que nous traversons peuvent être abordées de façon encore plus démocratique dans le cadre d'un dialogue des savoirs favorisant la participation de personnes qui ont fait ou font l'expérience de la pauvreté ou des inégalités. Inclure les moins nantis pour identifier des solutions plutôt que de leur imposer la facture de nos errements collectifs, c'est là aussi une façon de contribuer à réduire les inégalités de pouvoir. ■

21. Schöngart S., Nicholls Z., Hoffmann R. et al., « High-income groups disproportionately contribute to climate extremes worldwide. » *Nat. Clim. Chang.* 15, 627–633, 2025, <https://doi.org/10.1038/s41558-025-02325-x>

22. Notre traduction, dans Schöngart et al., 2025, op. cit. p. 628.

23. Emily Després, *État des connaissances sur les enjeux d'inégalités associées aux solutions d'adaptation aux changements climatiques*, Ouranos et Observatoire québécois des inégalités, 2021, <https://observatoiredesinegalites.com/etat-des-connaissances-sur-les-enjeux-dinegalites-associees-aux-solutions-dadaptation-aux-changements-climatiques/>

24. Voir notre mémoire *Réduire les inégalités, un choix payant*, présenté au ministre des Finances du Québec dans le cadre des consultations prébudgétaires 2025-2026, <https://observatoiredesinegalites.com/wp-content/uploads/2025/02/Memoire-OQI-Budget2025-2026.pdf>.

25. Notre traduction. Le texte est tiré du site du Laboratoire sur les inégalités mondiales, <https://inequalitylab.world/en/global-justice-project/>, visité le 30 juin 2025.